



RECUEIL

DES

ACTES ADMINISTRATIFS

**DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

N° Spécial

10 Juillet 2020

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
N° Spécial DCPPAT du 10 Juillet 2020

SOMMAIRE

| Arrêté | Date | DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL | Page |
|----------------------------------|-------------|---|-------------|
| DCPPAT/ BEICEEP N° 2020-71 | 09.07.2020 | Arrêté relatif au retrait des emprises expropriées modifiant l'arrêté DCPPAT/BEICEEP n°2020-47 portant déclaration d'utilité publique (DUP), au profit de la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) Panorama, du projet de réhabilitation du centre commercial Desprez sis 27 rue Paul Vaillant Couturier à Clamart, et cessibilité des parcelles de terrains nécessaires à sa réalisation. | 3 |

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

Arrêté DCPAT/BEICEP n°2020-71 du 9 juillet 2020 relatif au retrait des emprises expropriées modifiant l'arrêté DCPAT/BEICEP n°2020-47 portant déclaration d'utilité publique (DUP), au profit de la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) Panorama, du projet de réhabilitation du centre commercial Desprez sis 27 rue Paul Vaillant Couturier à Clamart, et cessibilité des parcelles de terrains nécessaires à sa réalisation.

LE SECRETAIRE GENERAL CHARGE DE L'ADMINISTRATION
DE L'ETAT DANS LE DEPARTEMENT
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code de l'urbanisme ;
- Vu** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Vu** le décret modifié n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 23 août 2016 portant nomination de monsieur Pierre Soubelet en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;
- Vu** le décret du 22 août 2017 portant nomination de monsieur Vincent Berton en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;
- Vu** le décret du 21 avril 2020 portant admission à la retraite de Monsieur Pierre Soubelet, préfet des Hauts-de-Seine, à compter du 6 juillet 2020 ;
- Vu** le traité de concession d'aménagement signé le 25 mai 2018 par lequel l'Etablissement Public Territorial (EPT) Vallée Sud Grand Paris confie à la SPLA Panorama Fontenay-aux-Roses - Clamart notamment la mission d'acquies à l'amiable ou par voie d'expropriation les biens nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement ;
- Vu** la délibération du 12 juin 2018 de l'EPT Vallée Sud Grand Paris sollicitant monsieur le préfet des Hauts-de-Seine la prise de l'arrêté portant déclaration d'utilité publique concernant le projet de réhabilitation du centre commercial Desprez sise 27 rue Paul Vaillant Couturier à Clamart ;
- Vu** la délibération du 30 janvier 2020 du bureau du territoire de l'EPT Vallée Sud Grand Paris levant la réserve du commissaire enquêteur et sollicitant la prise de l'arrêté portant déclaration d'utilité publique et cessibilité concernant le projet précité ;

Vu l'arrêté préfectoral DCPAT/BEICEP n°2019-146 du 10 septembre 2019 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique conjointe à une enquête parcellaire, au profit de la SPLA Panorama, concernant le projet de réhabilitation du centre commercial Desprez sise 27 rue Paul Vaillant Couturier à Clamart ;

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du lundi 23 septembre 2019 au vendredi 11 octobre 2019 inclus ;

Vu les insertions dans la presse (Le Parisien, édition des Hauts-de-Seine et Les Echos), respectivement le 12 septembre 2019 pour la première parution, et le 24 septembre 2019, pour le rappel ;

Vu le certificat d'affichage de l'avis d'enquête sur les panneaux administratifs de la commune de Clamart, au moins quinze jours avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, certifié par le maire de Clamart le 12 octobre 2019 ;

Vu l'attestation d'affichage de l'avis d'enquête au siège administratif et au siège social de l'Etablissement Public Territorial (EPT) Vallée Sud Grand Paris, au moins quinze jours avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, délivrée le 14 octobre 2019 par le président de l'EPT Vallée Sud Grand Paris ;

Vu le procès-verbal d'huissier du 13 septembre 2019 constatant l'affichage de l'avis d'enquête sur les panneaux administratifs de la commune de Clamart ;

Vu les notifications individuelles parvenues à leurs destinataires avant le 23 septembre 2019, date d'ouverture de l'enquête parcellaire, conformément à l'article R. 131-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur rendu le 10 novembre 2019 relatif à la déclaration d'utilité publique du projet et à l'enquête parcellaire ;

Vu les conclusions favorables assorties de la réserve « la mise en œuvre des précisions et modifications apportées au dossier concernant les entrées des résidents des immeubles C et D et leur accès aux cages et locaux techniques », rendues le 10 novembre 2019 par le commissaire enquêteur au titre de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique nécessaires à la réalisation du projet ;

Vu les conclusions favorables sans réserve rendues le 10 novembre 2019 par le commissaire enquêteur au titre de l'enquête parcellaire ;

Vu les courriers des 15 avril 2019 et 15 mai 2020 de la directrice de la SPLA Panorama sollicitant de monsieur le préfet des Hauts-de-Seine la prise d'un arrêté déclarant d'utilité publique le projet de réhabilitation du centre commercial Desprez sise 27 rue Paul Vaillant Couturier à Clamart, et cessibilité des parcelles de terrains nécessaires à sa réalisation ;

Vu l'arrêté préfectoral DCPAT/BEICEP n°2020-47 du 15 juin 2020 portant déclaration d'utilité publique du projet de réhabilitation du centre commercial Desprez sise 27 rue Paul Vaillant Couturier à Clamart, et cessibilité des parcelles de terrains nécessaires à sa réalisation ;

Vu les dispositions de l'article L.122-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique relatif aux opérations concernant des immeubles soumis au régime de la copropriété ;

Considérant le caractère d'utilité publique de l'acquisition des parcelles de terrains nécessaires à la réalisation du projet de réhabilitation du centre commercial Desprez sis 27 rue Paul Vaillant Couturier à Clamart ;

Considérant que l'EPT Vallée Sud Grand Paris a procédé à la levée de la réserve du commissaire enquêteur et l'a soumise à l'approbation de son bureau de territoire ;

Considérant que certaines emprises expropriées sont soumises à la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ;

Considérant qu'il convient de retirer certaines emprises expropriées de la copropriété initiale ;

Considérant qu'en cas de vacance du poste de préfet, l'intérim est assuré par le secrétaire général de la préfecture, conformément à l'article 45 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est inséré dans l'arrêté DCPAT/BEICEP n°2020-47 du 15 juin 2020 portant déclaration d'utilité publique du projet de réhabilitation du centre commercial Desprez sis 27 rue Paul Vaillant Couturier à Clamart, entre ses articles 1 et 2, l'article 1 bis suivant :

« Les immeubles expropriés soumis à la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, pourront être extraits de la propriété initiale, en vertu des dispositions des articles L. 122-6 et L. 132-1 à 4 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. En application de l'article L. 132-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'emplacement de la ligne divisoire est fixé tel qu'il est indiqué sur les plans parcellaires, les documents d'arpentage et les états descriptifs de division en volumes ci-annexés».

ARTICLE 2 : En application des articles R. 421-1 et R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département des Hauts-de-Seine, la présidente directrice générale de la SPLA Panorama et le maire de Clamart sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine et affiché pendant un mois à la mairie de Clamart.

Nanterre, le 9 juillet 2020

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat
dans le département

Vincent Berton

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

ISSN 0985 - 5955

Pour toute correspondance, s'adresser à :

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Pôle de Coordination Interministérielle

167/177, Avenue Joliot Curie
92013 NANTERRE CEDEX

Le recueil des actes administratifs est consultable en ligne sur le site de la préfecture
adresse Internet :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>

Directeur de la publication :

Vincent BERTON

SECRETAIRE GENERAL

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

167-177, avenue Joliot Curie 92013 NANTERRE Cedex

Courriel : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr

Standard : 01.40.97.20.00 Télécopie 01.40.97.25.21

Adresse Internet : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>